



Département du Finistère  
Commune de Clohars-Carnoët

Envoyé en préfecture le 13/07/2023  
Reçu en préfecture le 13/07/2023  
Affiché le  
ID : 029-212900310-20230706-202360-DE

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS de la COMMUNE de CLOHARS-CARNOET**  
**Séance ordinaire du 06 juillet 2023**

Le Conseil Municipal s'est réuni, en séance ordinaire, le jeudi 06 juillet 2023 à 20H00 sous la présidence du Maire, en salle du conseil municipal.

**Conseillers Municipaux présents :** Jacques JULOUX, Maire, Anne MARECHAL, David ROSSIGNOL, Denez DUIGOU, Marie Hélène LE BOURVELLEC, Jérôme LE BIGAUT, Marie GUYOMAR HERVE, Damien DOBRENEL, Brigitte THOMAS GENRE, Yannick PERON, Cécile TEPER, Denise LE MOIGNE, Olivier CHALMET, Eric BADOE, Myriam RIOUAT, Jean Paul GUYOMAR, Loïc PRIMA, Marc PINET, Tiphaine MICHEL, Yves KERVRAN, Lauriane COZ.

**Conseillers ayant donné procuration :**

- Victor LE GOFF, procuration donnée à Jérôme LE BIGAUT
- Angeline BOURGLAN, procuration donnée à Tiphaine MICHEL
- Julien LE GUENNEC, procuration donnée à Jacques JULOUX
- Morgane LE COZ, procuration donnée à Eric BADOE
- Gilles GARCON, procuration donnée à Yannick PERON

**Conseillers absents :** Philippe DELATER

Secrétaire de séance : David ROSSIGNOL

Date de publication : 13/07/2023

Nombre de Conseillers : 27

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

---

**DELIBERATION n° 2023-60**

**DOMAINE DE LA DELIBERATION : 2.1 documents d'urbanisme**

**OBJET : Elaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) - Débat sur les orientations**

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 2017 portant statuts de Quimperlé Communauté et actant le transfert de compétence « Plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à Quimperlé communauté à compter du 1er janvier 2018,

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.581-14-1 qui prescrit que les règlements locaux de publicité sont élaborés, révisés ou modifiés conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme,

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L.153-12 qui prescrit qu'un débat au sein du conseil communautaire et des conseils municipaux sur les orientations du projet doit se tenir deux mois au plus tard avant l'examen du projet,

Vu la délibération en date du 6 février 2020 qui prescrit l'élaboration du Règlement local de publicité intercommunal, fixe les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

Vu le débat sur les orientations du RLPI qui a eu lieu au sein du conseil communautaire de Quimperlé Communauté le 29 juin 2023,

Vu l'annexe à la convocation des conseillers municipaux comportant une synthèse du diagnostic et une synthèse des orientations,

## Contexte

Un RLPI édicte des prescriptions à l'égard des publicités, enseignes et préenseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Ces règles, plus restrictives que le règlement national, peuvent être générales ou ne s'appliquer qu'à des zones identifiées.

L'amélioration de la qualité du cadre de vie et notamment la mise en valeur des paysages, la lutte contre la pollution visuelle, la réduction de la facture énergétique nationale constituent les objectifs principaux de cette réglementation, tout en garantissant la liberté d'expression, ainsi que la liberté du commerce et de l'industrie.

La procédure d'élaboration du RLPI est identique à celle du PLUi. Cela conduit à la tenue d'un débat sur les orientations du règlement en conseil communautaire et dans les conseils municipaux.

Bien que ce débat constitue une formalité substantielle, il ne donne pas lieu à vote et délibération de l'assemblée délibérante de la commune.

## Éléments de diagnostic

Le diagnostic, élément constitutif du rapport de présentation du RLPI, mesure l'impact paysager de la publicité, des préenseignes, des enseignes et des mobiliers urbains accessoirement publicitaires.

286 dispositifs publicitaires de plus de 1,5 m<sup>2</sup> ont été recensés sur le territoire :

- 85 sur Quimperlé
- 201 sur les autres communes

Les surfaces vont de 1,5 à 12 m<sup>2</sup>, dont 64 % de dispositifs inférieurs à 2 m<sup>2</sup>. La majorité des dispositifs installés sont scellés au sol. Une très faible proportion est éclairée. 12 mobiliers urbains sont répartis sur 3 communes : Bannalec (2), Moëlan-sur-Mer (4) et Scaër (6). Ils ont tous une surface de 2 m<sup>2</sup>. 130 dispositifs sur 282 sont illégaux au regard du règlement national de publicité, 5 à Quimperlé et 125 dans les autres communes. Les infractions sont majoritairement dues à la localisation hors agglomération où la publicité est interdite.

Beaucoup d'enseignes perpendiculaires sont installées de façon anarchique et en grand nombre. Elles doivent être encadrées pour améliorer leur lisibilité et embellir les perspectives.

La synthèse des études a permis d'identifier 5 typologies de lieux et d'y associer les premiers enjeux :

- Le patrimoine naturel,

- Le patrimoine architectural,
- Les zones d'activités,
- Le réseau viaire,
- Les quartiers résidentiels.

## Orientations

Les orientations en matière de publicité extérieure constituent le socle commun du RLPi qui sera traduit réglementairement pour chaque commune de Quimperlé Communauté. Ces orientations sont les suivantes :

### > Pour les publicités :

- À l'échelle intercommunale :
  - Limiter la densité
  - Autoriser la publicité sur mobilier urbain dans des secteurs protégés
  - Encadrer la publicité lumineuse à l'intérieur des vitrines
  - Fixer des horaires d'extinction pour la publicité lumineuse
- À l'échelle des Communes hors Quimperlé : application du RNP
- À l'échelle de Quimperlé :
  - Organiser et maîtriser la publicité aux entrées de ville
  - Réduire la surface de dispositifs
  - Organiser la publicité dans les secteurs résidentiels
  - Améliorer l'esthétique des dispositifs
  - Anticiper l'arrivée de publicité numérique

### > Pour les enseignes :

- À l'échelle intercommunale :
  - Augmenter la qualité des enseignes en centre bourg
  - Limiter le nombre d'enseignes perpendiculaires
  - Harmoniser le format des enseignes scellées au sol
  - Anticiper et encadrer l'arrivée des enseignes numériques
  - Fixer des horaires d'extinction pour les enseignes lumineuses

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, prend acte des orientations du RLPi.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,  
Jacques JULOUX



*La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.*